



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen – CS 50551
POLYGONE – bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 7 août 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – atelier OPECOM (Logistique Utilités)

Établissement de Carling
BP 90290
57 500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_OPECOM_2024-08-01_RAPVI_MED_FLE_00295
Code AIOT : 0006205692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juin 2024 de l'atelier OPECOM de l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90 290 – 57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 29 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Petrochemicals France
- établissement de Carling BP 90 290 – 57 500 Saint-Avold
- code AIOT : 0006205692
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

L'atelier OPECOM « opérations communes » gère les flux logistiques de la plateforme chimique exploitée par TEPF. Elle gère notamment les postes de déchargement de wagons de gaz liquéfiés sous pression (propylène, butadiène), ainsi que des postes de déchargement de wagons transportant des hydrocarbures liquides.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale « Incompatibilité chimique »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bisIVa (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 48 (partiel)	Sans objet
2	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 (partiel)	Sans objet
3	Vérification des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 54.B (partiel)	Sans objet
4	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 (partiel)	Sans objet
5	Dimensionnement des rétentions	AP du 22/08/2006, article 12.4.1	Sans objet
7	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010 modifié, article 23 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines rétentions de l'atelier OPECOM présentent des faiblesses remettant en cause leur bon fonctionnement en cas de sinistre (constat n°6). L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 48 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées [...]. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans intégrés dans son POI et issus des modélisations de son étude de dangers – révision de décembre 2020 localisant zones à risques et précisant la substance concernée. La nature du risque (ex : mention de danger) mériterait d'être précisée.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté, le jour de la visite, la présence de panneaux d'affichage indiquant le risque d'atmosphère explosive (ATEX) autour de la zone de stockage et de dépotage des wagons et à proximité directe des réservoirs de stockage de styrène.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 58 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des</p>

entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.[...] »
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé la formation dédiée aux chauffeurs avant leur entrée sur le site. Cette formation appelée "Protocole de sécurité simplifié" présente bien les risques de l'installation, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre ainsi que la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 54.B (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : « L'exploitant [...] met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des [...] mesures de maîtrise des risques.[...] »
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant les justificatifs attestant de l'entretien, de la vérification et du suivi des mesures de maîtrise des risques évitant le débordement du réservoir d'acide chlorhydrique R9005 « sécurité du niveau haut LXH 9011 » et « sécurité de niveau très haut LXLL 9010 ». Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis la fréquence de contrôle (6 ans) et le dernier rapport de contrôle des mesures de maîtrise des risques sus-mentionnées LXLL 9010 » (PV du 14 février 2020) LXH 9011 » (PV du 29 décembre 2022) qui n'appellent pas d'observation de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en œuvre des préconisations des fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 (partiel)
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : « Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;[...] »
Constats : Sur le terrain et par sondage, l'inspection des installations classées a constaté, par sondage, que les mesures indiquées dans les fiches de données de sécurité du styrène et du butadiène sont présentes et notamment : - la présence, sur le réservoir V472, d'une mise à la terre ainsi que de soupapes de dépression et de surpression - la présence, en salle de contrôle, d'une mesure de la température des réservoirs de stockage de styrène (V471 et V472) et du réservoir de stockage de butadiène R3201 avec une alarme haute à 25°C.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : AP du 22/08/2006, article 12.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : « Tout réservoir de stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols

<p>doit être associé une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ; • 20 % de la capacité globale des réservoirs associés dans le cas des stockages de produits de catégorie D. »
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite, par sondage, la présence : - d'une rétention déportée commune pour les zones de dépotage de wagons de butadiène et propylène (zones C3 et C4) ; - d'une rétention commune pour les deux réservoirs de styrène V471 et V472 ; - d'une rétention déportée commune pour les deux sphères de propylène R2101 et R1102 et la présence d'une zone de rétention sous les sphères directement connectées à la rétention déportée ; - d'une rétention au droit du stockage d'acide sulfurique (R9001A) sur la zone de déminéralisation de l'eau ; - d'une rétention au droit du stockage d'acide chlorhydrique (R9005) sur la zone de déminéralisation de l'eau ; - d'une rétention au droit du stockage de soude sur la zone de déminéralisation de l'eau (R9003A et R9003B). Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis les volumes des récipients et rétentions associées qui n'appellent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Disponibilité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 6bisIVa (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée : « [...] Il entretient [...] les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines [...] »</p>
<p>Constats : Le jour de la visite d'inspection, la présence de végétation a été relevée dans la rétention des réservoirs de styrène V471 et V472. L'étanchéité de la rétention est donc remise en cause et par conséquent le milieu naturel risque d'être pollué en cas de fuite de styrène (cf. article 22.2.1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié) L'étanchéité au droit des rétentions situées sous les sphères de propylène R2101 et R1102 est également mise à mal par la présence de végétation qui a pris racine dans un joint. Les rétentions d'acide chlorhydrique (R9005) et de soude (R9003A et R9003B), inspectées au niveau du poste de déminéralisation de l'eau, présentent également des dégradations (fissures et présence de végétations) qui remettent en cause leur étanchéité. L'exploitant a indiqué être en mesure de remettre en état les rétentions d'ici fin 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 5 mois certaines dispositions de l'article 6bisIVa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en procédant à l'entretien ainsi qu'à la réfection des rétentions des réservoirs V471 et V472, R2101 et R1102, R9005, R9903A et R9003B. . Dans l'attente de la réalisation des travaux , l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour pallier les risques générés par les défauts constatés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 7 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 23 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : « [...] Des produits incompatibles ne partagent pas la même rétention. »
Constats : Les acides et bases de l'unité de déminéralisation sont stockés sur des rétentions différentes. Sur la base de l'état des stocks des produits stockés au sein de l'atelier OPECOM, le reste des produits stockés n'est pas incompatible.
Type de suites proposées : Sans suite